

UN BIEN TRISTE ANNIVERSAIRE

Parmi les anniversaires de l'année 2014, l'ASAF, par l'intermédiaire du général Henry-Jean FOURNIER, tient à rappeler qu'il y a soixante ans, naissait la tragédie algérienne, dont elle a rappelé l'historique militaire dans le premier bulletin spécial de sa série MEMOIRE ET VERITE, intitulé « Armée et Algérie 1830 – 1962 »¹

En cette année de commémorations diverses, il est un anniversaire qui marque une date dont le rappel hante encore de nombreux esprits, malgré les soixante années écoulées : le 1^{er} novembre 1954.

Car ce jour, que l'on a aussi appelé la « Toussaint Rouge », marque le début d'un deuil qui n'est pas achevé pour beaucoup. Il marque aussi la fin d'une Algérie heureuse et prospère. Certes, tout n'y était pas parfait, mais la présence française, établie depuis 124 ans sur ce territoire prolongeant la France métropolitaine, avait apporté la paix, la sécurité des biens et des personnes, la mise en valeur des richesses naturelles, ainsi que la santé publique et le développement démographique de la population indigène.

Il restait certes beaucoup à faire....et l'on peut rêver en se disant que la manne pétrolière que la France était en train de découvrir au Sahara aurait sans doute pu contribuer à accélérer le processus de développement du territoire algérien, selon une formule qui restait elle aussi à trouver pour permettre à chacune des communautés de se développer en complète harmonie en s'appuyant l'une sur l'autre.

Qu'est-il advenu pour que ce scénario ne se déroule pas ainsi ?

Une série successive de malentendus et d'incompréhensions, mêlée à la passion du caractère méditerranéen des principaux protagonistes, incompris de la population métropolitaine, et accentués par la concurrence internationale de la guerre froide dans un tiers-monde en ébullition.

La guerre d'Algérie commence en effet, le 1^{er} novembre 1954, par un premier malentendu : une série « d'événements » qui donneront d'ailleurs leur nom à cette période de l'histoire de l'Algérie.

Ce qui frappe en premier les responsables du gouvernement général de l'Algérie, c'est l'ampleur territoriale et la simultanéité de ces événements, De tous côtés, leur parviennent des comptes rendus annonçant les attentats commis : tentatives d'incendie, bombes incendiaires, coupures de lignes téléphoniques, engins explosifs, attaques de caserne ou de gendarmerie, assassinats de soldats ou de civils, européens ou nord-africains. Au total, une trentaine d'actions qui, prises isolément, n'auraient pas attiré l'attention des responsables de la sécurité plus que nécessaire.

Car, hormis les dix victimes qui ont perdu la vie, les dégâts ne sont guère importants et les traces laissées démontrent un certain amateurisme : les bombes sont faites de boîtes de conserve.

¹ - disponible sur commande au siège de l'ASAF (10 euros, port inclus)

Mais la somme de ces attaques inquiète. D'abord parce qu'on ne sait pas d'où elles viennent. Ensuite parce qu'elles procèdent manifestement d'une action concertée et dirigée, bien que les milieux politiques nationalistes paraissent aussi surpris que les autorités. Devant l'ampleur d'un phénomène qu'elles surestiment, celles-ci prennent cependant la mesure de l'insuffisance de leurs moyens et de leur dispositif de sécurité.

Enfin, dans la soirée du 1^{er} novembre, à 18 h, le malentendu est accru par la diffusion, à la radio du Caire d'un communiqué d'un « *Front de Libération Nationale* », totalement inconnu et appelant à l'union de toutes les forces politiques nationalistes pour lutter « *pour la liberté et l'Islam* », pour la libération de l'Algérie contre l'impérialisme français en Afrique du Nord.

Il n'en faut pas plus pour laisser croire à une action de subversion manipulée à partir de l'Égypte et donc, à une véritable menace pour le territoire national que représente alors l'Algérie.

D'autant plus que, si elles sont peu nombreuses, les victimes humaines de ces attentats sont, d'une manière d'ailleurs relativement involontaire de la part de leurs auteurs, la parfaite représentation de tout ce que la France est en Algérie : quatre militaires, bien sûr, représentants l'autorité de l'État, mais aussi un instituteur, porteur de l'idéal éducatif et républicain de notre pays ; un caïd, chef traditionnel relayant l'administration de la République dans le respect des traditions autochtones ; un garde-forestier, acteur du développement agricole du pays ; et enfin des petites gens du peuple, appartenant aux trois religions (juive, chrétienne et musulmane) cohabitant depuis des siècles sur cette terre, confondus dans la rage de détruire.

Là aussi, chaque événement pris en soi n'aurait pu être qu'un crime crapuleux, d'ailleurs souvent lâchement accompli par des repris de justice et non pas par d'héroïques « résistants ». Mais leur juxtaposition donne l'impression de cibles concertées et donc significatives.

En somme, des affaires qui auraient pu relever de simples opérations de police, mais auxquelles les dirigeants du moment, sous la pression de certains lobbys locaux et de postures politiciennes, vont donner une importance démesurée en déclenchant des réactions importantes, parfois disproportionnées, qui vont donner à ces « événements une résonance inespérée de leurs auteurs.

Une spirale de violence

Dès lors, la spirale de la violence est enclenchée et ne s'achèvera, après la courte période née des espoirs de la « révolution du 13 mai 1958 », que dans un bain de sang final, ravivant durablement les haines et les souffrances, non seulement entre les deux peuples, mais aussi entre algériens eux-mêmes comme entre français également, offrant un extraordinaire cas de psychanalyse collective.

Et huit ans après cette sinistre date, huit années de souffrances, d'incertitudes et de faux espoirs, près d'un million de français de « là-bas » essaieront en métropole, chacun laissant derrière lui un cortège de drames qui peuplent leurs nuits et dont l'épilogue n'est toujours pas écrit.

Quant aux familles des 23 000 militaires français morts durant cette guerre, elles sont en droit de se demander encore aujourd'hui pourquoi elles ont perdu leur fils.

Les descendants des pieds-noirs massacrés dans les derniers jours de la présence française, parce que leur gouvernement avait renoncé à assurer leur sécurité ne peuvent oublier les images de cette folie et attendent toujours le retour de ceux qui n'ont laissé aucune trace.

Les familles rescapées des harkis tardivement admis au sein du pays qu'ils avaient choisi ne peuvent effacer de leurs yeux et parfois de leurs corps, les souffrances endurées par plus de 75 000 d'entre eux, massacrés de manière ignoble parce qu'ils avaient cru en la France.

Les ombres oubliées d'environ 600 militaires français portés disparus et abandonnés à leur sort dans des camps ou des maquis montagnards ne peuvent se contenter de la satisfaction des négociateurs d'Evian, qui avaient, certes, prévu leur libération, mais sans que personne ne fasse rien pour exiger le retour des survivants et les informations sur les morts.

Pourquoi une réconciliation n'est-elle pas encore possible ?

Enfin, ultime malentendu, le gouvernement français, depuis plus de cinquante ans, paye à l'Algérie, sous diverses formes, des « dommages de guerre ». Ce sont les fruits des accords d'Evian que la partie algérienne n'a pourtant jamais reconnus, sauf pour exiger toujours davantage, à titre de « réparation ». Tandis que la France, bonne fille, s'est évertuée à en honorer le moindre alinéa², allant jusqu'à accueillir sur son sol des bi-nationaux qui l'ont rejetée et des immigrés bénéficiant d'un statut spécifique qui leur offre l'extraordinaire privilège de pouvoir bénéficier de tout le cortège d'avantages que notre société accorde à ses propres enfants.

Ajoutons à cela que le gouvernement algérien, fidèle à cette attitude fréquente en milieu arabe qui consiste à mépriser le plus faible, maintient de hautes exigences en matière de « repentance » et que nos gouvernants de tous bords, aveuglés par une profonde méconnaissance du sujet, encouragent par des attitudes pour le moins complaisantes, que les intérêts économiques ou stratégiques ne suffisent pas justifier vis-à-vis d'un tel partenaire.

Chaque initiative française visant à la réconciliation est ainsi méprisée et moquée par la partie algérienne, dont les dirigeants continuent à vouloir obtenir une victoire morale complète et définitive sur la France.

Ainsi en a-t-il été, par exemple, de la remise de la Légion d'honneur à la ville d'Alger, au nom de son passé (français) de capitale de la France Combattante, alors qu'elle a enseveli le monument dédié à ces combattants français sous une informe chape de béton.



Car la politique française envers l'Algérie est, depuis toujours, incohérente. Schizophrénique, elle procède sans doute en partie de la crise de l'idée de nation en France, dont le passé récent est constamment mis en accusation par une minorité agissante qui réécrit l'histoire.

² - lire à ce sujet le bilan très complet que dresse l'historien Guy PERVILLE dans un récent ouvrage « Les accords d'Evian – Succès ou échec de la réconciliation franco-algérienne (1954-2012) » aux éditions Armand Colin.

Tandis qu'en Algérie, le parti politique au pouvoir tente de masquer ses échecs en se cramponnant à une propagande de guerre anti-française, que traduit notamment l'attitude envers la population harkie.

La France doit d'abord se réconcilier avec elle-même

Voilà pourquoi, soixante ans après cette Toussaint Rouge du 1^{er} novembre 1954, la mémoire de la guerre d'Algérie continue de peser lourdement sur le présent et l'avenir des deux pays. Seul un travail conjoint, des deux côtés de la Méditerranée, sur le passé commun des deux pays, permettra un jour, il faut l'espérer, de tirer un trait sur les souvenirs douloureux pour élaborer une collaboration que l'histoire et la proximité des deux peuples appellent inévitablement.

Mais cela passe sans doute d'abord, en France même, par une réconciliation nationale, encore interdite par le remord et le sentiment de gâchis que tous les acteurs de cette tragédie algérienne ressentent, consciemment ou pas et que la récente et inutile reconnaissance du 19 mars a de nouveau avivés.

Henry-Jean FOURNIER
Officier général en 2^{ème} section



LE GRAND PAVOIS D'ALGER

Inauguré en 1928, le monument aux morts d'Alger, appelé également « Le grand Pavois », est l'œuvre du sculpteur Paul LANDOWSKI (1875-1961), qui est aussi l'auteur du Christ de Corcovado à Rio.

Après l'indépendance, les 10 000 noms d'Algérois qui y étaient gravés ont été effacés, comme sur tous les monuments d'Algérie, puis, en 1978, le monument a été recouvert pour masquer les symboles que le sculpteur avait représenté pour célébrer la fraternité franco-algérienne, scellée par le sang versé durant la Grande Guerre.

Le pavois sur lequel repose un homme susceptible d'appartenir à l'une ou l'autre des communautés, est en effet porté par un cavalier européen et par un cavalier nord-africain, tandis qu'au dos du monument, deux femmes et deux vieillards, appartenant également aux deux communautés, s'appuient les uns sur les autres, en pleurant leurs enfants morts pour la France.

Symbole d'un passé commun aux deux peuples, ce monument constitue aujourd'hui, au cœur-même de la capitale algérienne et grâce à la clairvoyance du sculpteur algérien intervenu en 1978, M'hamed Issiakhem, qui a pris la précaution de réaliser un coffrage sans endommager l'œuvre initiale, le témoin d'un espoir de réconciliation possible, qui se concrétisera le jour où le masque tombera.

Article publié dans le n° 104 (automne 2014)
du bulletin trimestriel « ENGAGEMENT » de l'ASAF